

GUIDE DES WWW.secours-catholique.org PROJETS PHARES



SOMMAİRE

PRÉFACE	3	Pérou Une meilleure sécurité alimentaire pour des familles de	35
AGIR EN RÉPONSE AUX URGENCES	4	Pomacancha Pérou Participation citoyenne renforcée des communautés indigènes	
AGIR EN PARTENARIAT	5	Pérou Améliorer la production et préserver l'environnement à Cajamarca	37
AGIR SUR LES CAUSES	6	ASIE	38
COMMENT PASSER À L'ACTION ?	7	Une capacité de développement malgré un grand dénuement	38
AFRIQUE ET COÉAN INDIEN		Bangladesh Développement et intégration	00
AFRIQUE ET OCÉAN INDIEN	8	des communautés rakhaines	39
Un enjeu géostratégique international majeur	8	Bangladesh L'accès a l'éducation pour les enfants défavorisés	40
Bénin Former les actrices du développement local	9	Cambodge Des milliers de familles organisent ensemble leur survie	41
Burkina Faso Promouvoir l'accès à la justice des ruraux	10	Cambodge Sensibilisation sur la santé mentale	
Burundi Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement	11	et la nutrition dans les villages	42
Cameroun Mettre en place un réseau d'action sociale et sanitaire	12	Inde Développement communautaire du bidonville de Bawana	43
Congo-Brazzaville Des revenus du pétrole pour les pauvres	13	Inde Le combat des «opprimés» pour retrouver leur dignité	44
Congo-Kinshasa (RDC) Soutenir les femmes victimes de violences sexuelles	14	Mongolie L'innovation agricole pour nourrir 1 000 personnes	45
Congo-Kinshasa (RDC) Améliorer l'accès des habitants à la santé	15	Myanmar (Birmanie) Aide d'urgence aux populations	
Congo-Kinshasa (RDC) L'engagement citoyen de l'église catholique	16	déplacées dans l'État de Kachin	46
Côte d'Ivoire Relancer la production agricole		deplaced datie i Etat de i delimi	
dans les «18 montagnes»	17	MOYEN-ORIENT/AFRIQUE DU NORD	47
Éthiopie De meilleures conditions de vie pour 28 000 personnes	18	Une région en mutation	47
Éthiopie Accès à l'eau et développement agricole	19	Algérie Promotion féminine	48
Madagascar 175 jeunes formés à un métier à Antananarivo			49
formés a un métier à Antananarivo	20	Algérie Accompagnement de migrants et promotion de leurs droits	
Madagascar Former et soutenir l'installation		Égypte Rôle renforcé de la femme près d'Alexandrie	50
des agriculteurs migrants	21	Égypte Des parents animent des centres de soins pour enfants	
Mali Réinsérer les enfants des rues de Bamako	22	handicapés	51
Rwanda Former des « référents réconciliation »	23	Irak Appui nutritionnel et sanitaire aux enfants et aux mères	52
Sénégal Accueillir les réfugiés et immigrés de Dakar	24	Mauritanie Soutien à des coopératives de femmes	
Sénégal Promouvoir une économie rurale durable	25	près de Nouakchott	53
Tchad Assurer la sécurité alimentaire et protéger l'environnement	26		
Togo Générer de nouveaux revenus en luttant		EUROPE / ASIE CENTRALE	54
contre la désertification	27	Renforcement de la société civile et lutte contre les inégalités	54
Togo et Côte d'Ivoire Des orphelins du sida		Europe L'insertion en Roumanie et en France des roms migrants	55
renouent avec leur histoire	28	Géorgie Un centre artistique favorise l'emploi des jeunes à Tbilissi	56
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	20	International Programme régional contre la traite des êtres humains	57
	29	Kirghizstan Prisons : droits des mineurs et des condamnés à perpétuité	
L'émergence politique des plus pauvres	29	Kirghizstan Soutien à des personnes souffrant de troubles mentaux	
Bolivie Développement durable en Amazonie	30	Kosovo Des jeunes de Mitrovica mettent la paix sur les rails	60
Bolivie Fonds de soutien à de petits projets de développement	31	Russie Une justice innovante adaptée aux mineurs délinquants	61
Bolivie Formation de dirigeants	20	Russie Sans-abri : les Caritas Moscou et Saratov se mobilisent	62
et renforcement d'organisations indigènes	32	NUSSIE SAITS-AUTT: 155 CATILAS IVIUSCUU EL SATALUV SE THUDIIISETT	UZ
Colombie Appui à la paix, défense des droits de l'homme	33	STRATÉGIES THÉMATIQUES	63
et de la démocratie	33	STRAILUIES THEIMATIQUES	03
Mexique Plaider pour les droits des migrants et renforcer les maisons d'accueil	34	SOMMAIRE THÉMATIQUE	68
et remorcer les maisons à accuell	34	SUMINIAIRE THEMIATIQUE	סס



« Il est urgent de mettre en œuvre un développement humain et une fraternité universelle ». Introduction de la vision de société du Secours Catholique – Caritas France

Chaque année, le Secours Catholique – Caritas France soutient près de 400 projets portés par des Caritas dans 74 pays, représentant une aide directe à 3,4 millions de personnes.

Cette troisième édition du guide des projets phares contient un choix de 50 projets, représentatifs de la diversité des situations rencontrées par nos partenaires. Chaque projet fait l'objet d'une courte présentation qui se retrouve aussi, plus complète et dynamique, sur notre site Internet. Une double navigation dans le guide, par thématique ou par continent, ainsi qu'une carte de synthèse, vous donnent des clés de lectures différentes.

En rentrant plus loin dans le guide, découvrez aussi l'enracinement de nos stratégies thématiques : répondre aux besoins essentiels, assister les migrants et réfugiés, lutter contre les injustices par des actions de plaidoyer et soutenir les démarches collectives.

Notre souhait est de vous donner une idée concrète des projets qu'appuie le Secours Catholique – Caritas France à l'international. Nous croyons qu'en découvrant la réalité des situations, vous voudrez les porter avec nous. Des pistes concrètes pour agir vous sont présentées dans ce guide. Parlez-en!

Bernard Thibaud, Secrétaire général du Secours Catholique – Caritas France



rgences majeures (Syrie), oubliées (réfugiés birmans au Bangladesh), ou chroniques (Sahel – cf ci-dessous), aides immédiates ou actions de réhabilitation - reconstruction à moyen terme : le Secours Catholique – Caritas France mobilise ses ressources matérielles, techniques, méthodologiques et financières pour répondre aux catastrophes. Il soutient les initiatives conduites par ses partenaires locaux auprès des populations affectées.

Par ailleurs, l'association contribue à la formation de ses partenaires afin d'améliorer leur impact auprès des victimes : ceux-ci peaufinent leur analyse du contexte local avant et après le «choc», leur connaissance des notions de risque, de vulnérabilité..., des procédures internationales (mesure de l'efficacité des opérations de secours). Ils identifient les principales catégories de catastrophes et rédigent des comptes-rendus narratifs et financiers transparents.

Le Secours Catholique – Caritas France est présent dans la durée auprès de ses partenaires. Dès le départ, dans la mesure du possible, la stratégie choisie consiste à prévoir des projets de développement après les actions d'urgence et de réhabilitation.

Sahel: secours nutritionnels et financiers aux agriculteurs

La crise alimentaire, aggravée actuellement par le conflit au Mali, affecte 18 millions de personnes en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Niger, au Tchad et au Burkina-Faso. Le Secours Catholique-Caritas France a soutenu en 2012 six programmes pour 1,4 million d'euros, selon deux priorités : aides nutritionnelle à des paysans et financière pour qu'ils achètent des semences et des outils aratoires et reconstituent le cheptel avant la prochaine campagne agricole. Il appuie également des actions de micro-finance auxquelles participent des femmes, une campagne de prévention sur les risques d'insécurité alimentaire, des formations à l'analyse des marchés agricoles et des aides aux personnes déplacées ou réfugiées.

Syrie : aide humanitaire aux déplacés

Le Secours Catholique – Caritas France se mobilise en priorité pour fournir une aide alimentaire, notamment aux personnes déplacées internes (elles sont 2 millions). Depuis le début du conflit, il soutient Caritas Syrie qui a mis en œuvre huit projets en 2012 : 16 000 personnes ont reçu un appui nutritionnel, médical, scolaire, auquel s'ajoute un coup de pouce pour les dépenses de chauffage et de loyer.

Il fournit, en outre, des secours d'urgence aux nombreux réfugiés présents au Liban, en Jordanie, en Turquie, sous forme d'aide au logement, d'aide médicale, de fourniture de produits de première nécessité...

e Secours Catholique – Caritas France soutient ses partenaires membres du réseau Caritas Internationalis mais également d'autres acteurs de la société civile. Ce soutien prend plusieurs formes : institutionnel, technique, financier, mise en réseau, plaidoyer...

La durée de l'engagement du Secours Catholique – Caritas France auprès de ses partenaires est un élément majeur de son action. Car les plus pauvres sont au cœur des projets qu'il appuie. Par ailleurs, l'association n'est pas seulement un bailleur de fonds. Une relation de proximité, fraternelle, s'établit entre ici et là-bas, les échanges sur les politiques suivies permettent de confronter les expériences et, ainsi, d'enrichir les pratiques de chacun. Autre point-clé : agir en partenariat, c'est aussi rester libre de ses choix tout en partageant des valeurs et des stratégies communes.

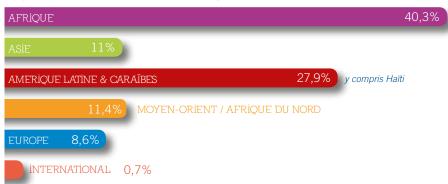
L'exemple de Caritas Cambodge :

Dès le départ de la relation partenariale avec Caritas Cambodge, qui date des années 1990, le Secours Catholique – Caritas France s'est tenu aux côtés de ce partenaire, pour l'aider dans son organisation, par un appui structurel (embauche des Secrétaires généraux), par la mise en place d'un plan formations, notamment en gestion financière, et par le soutien à des projets essentiellement ruraux de développement.

Dans une période plus récente, 2006-2010, le Secours Catholique – Caritas France a joué le rôle de facilitateur auprès de Caritas Cambodge, en coordination avec les autres partenaires européens, notamment pour la définition et la mise en œuvre de son plan stratégique 2007-2011. Aujourd'hui, Caritas Cambodge est un partenaire autonome aux capacités reconnues au plan national mais aussi international (reconnaissance par les bailleurs). Tout au long de son histoire, Caritas Cambodge a su préserver un lien privilégié avec les bénéficiaires des projets : ils sont vraiment les acteurs du développement dans leurs villages.

Le soutien des projets de nos partenaires matérialise ainsi l'engagement international du Secours Catholique – Caritas France.

Répartition du soutien financier par continent en 2012 :



gir sur les causes de la pauvreté suppose de combattre les mécanismes qui les engendrent; les démarches de plaidoyer sont un moyen efficace pour y remédier. Pour le Secours Catholique – Caritas France, le plaidoyer est un processus à long terme qui vise à influer sur les politiques en cours afin de créer les conditions d'un monde plus juste et plus respectueux des droits humains. Ses partenaires nourrissent sa réflexion et son engagement : l'association se fait leur porte-parole auprès des autorités françaises, européennes et internationales.

Pour 2014 – 2016, les thèmes prioritaires de plaidoyer sont :

- le financement du développement et la justice fiscale ;
- le droit à l'alimentation;
- les migrations et le développement ;
- la citoyenneté des plus exclus.

Le financement du développement et la justice fiscale : un plaidoyer en action

L'enseignement social de l'Église catholique légitime notre lutte pour une meilleure répartition des richesses à l'échelle planétaire et à l'intérieur des pays : lutte contre la corruption des industries extractives, l'évasion fiscale, pour la régulation financière, le respect des engagements des pays du Nord en matière d'aide publique au développement (APD)...

Le plaidoyer engagé depuis dix ans par le Secours Catholique — Caritas France au sein de la plateforme "Publiez ce que vous payez" (PCQVP) a porté ses fruits ces derniers mois avec un accord sur la directive européenne de transparence des compagnies : les entreprises pétrolières, minières, gazières et forestières devront publier les sommes versées aux États où elles extraient des ressources naturelles. Combien rapportent les industries extractives ? Où va l'argent ? Pour 1,5 milliard de personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour dans les pays riches en ressources naturelles, ces questions vont enfin avoir des réponses.

Autre avancée majeure : la loi bancaire votée en février 2013 par le Parlement français et l'adoption d'un amendement obligeant les banques françaises à publier le bilan de leurs activités dans tous les pays où elles opèrent. C'est une victoire pour le Secours Catholique – Caritas France et ses partenaires et un pas de plus dans la lutte contre les paradis fiscaux.

Un enjeu majeur de plaidoyer géographique : Palestine/Israël

Face aux violences et aux injustices commises dans les Territoires palestiniens occupés - Cisjordanie dont Jérusalem-Est et bande de Gaza - le Secours Catholique – Caritas France alerte ses donateurs et l'opinion publique sur l'âpreté du conflit et sur ses racines. Il soutient, notamment au sein de la plateforme Palestine, les initiatives des partenaires palestiniens et israéliens en faveur d'une paix juste et durable et qui s'opposent à toutes formes de discrimination et d'exclusion. La publication, en 2013, de la brochure intitulée *Le Défi de la paix* par le Secours Catholique – Caritas France et d'autres partenaires nous invite à nous engager sur le sujet en demandant le respect du droit international.



Vous voulez en savoir plus?

Vous souhaitez vous engager dans une démarche de solidarité, de sensibilisation ?

Vous désirez apporter un soutien financier ?

1) Le guide des projets phares vous permet :

- de mieux connaître nos actions ;
- de les communiquer, en direction des partenaires associatifs et institutionnels et, au-delà, du grand public (forums, campagnes de sensibilisation, tables rondes avec des partenaires, rencontres avec des élus...) :
- d'être clairement informés pour choisir, en équipe, un projet international que vous désirez soutenir.

2) Les fiches projets phares

imprimables sur notre site internet (www.secours-catholique.org), vous proposent sur quatre pages :

- une présentation plus détaillée du contexte du pays, du projet et du partenaire ainsi que notre avis sur le projet ;
- des visuels (carte, photos);
- des informations budgétaires ;
- des projets similaires appuyés par le Secours Catholique Caritas France ;
- des mises à jour régulières sur les avancées du projet et les mobilisations des délégations de notre réseau en France sur ces projets.

3/ Les délégations du Secours Catholique – Caritas France sont à votre disposition :

- pour utiliser au mieux ce guide et le commander en nombre si nécessaire ;
- pour guider votre volonté d'agir ;
- pour promouvoir le ou les projets choisis et participer à leur financement.

L'objet de ce guide étant de ne présenter qu'une partie des projets soutenus par le Secours Catholique – Caritas France, l'appui à l'un des projets phares est susceptible d'être étendu à des projets similaires, dans le même pays ou sur la même thématique.

Merci pour votre intérêt et votre soutien aux actions de nos partenaires qui contribuent chaque jour à rendre l'homme plus digne et le monde plus juste.



Nos priorités géographiques :

Le pôle partenariats Afrique/Océan indien du Secours Catholique – Caritas France intervient dans 20 pays d'Afrique subsaharienne, dont cinq pays hors zone francophone. Nos zones prioritaires sont le Sahel et la région des Grands Lacs

Nos priorités thématiques :

- > Sécurité alimentaire et sécurité foncière
- > Problématiques urbaines / mouvements de population
- Couverture des besoins essentiels (accès à l'eau et à l'assainissement, accès à la santé et lutte contre le VIH/Sida, éducation et insertion professionnelle)
- Gouvernance et renforcement des organisations de la société civile (paix et cohésion sociale)

D'un côté, le continent africain est confronté à d'énormes difficultés, qui persistent, voire s'aggravent. L'espérance de vie régresse dans les pays frappés par l'insécurité alimentaire. La croissance urbaine crée de graves déséquilibres. De l'autre, il existe une Afrique qui bouge, une croissance économique soutenue, une diminution du nombre de conflits armés et un nombre croissant d'initiatives de la société civile en faveur de la démocratie et du développement durable. Surtout, l'Afrique est redevenue un enjeu géostratégique majeur sur la scène internationale.

Le Secours Catholique – Caritas France est fortement engagé pour :

- répondre aux urgences : face aux crises humanitaires majeures à l'œuvre crise alimentaire au Sahel, conflits au Soudan –, soutenir les populations les plus vulnérables ;
- contribuer au développement durable : appuyer les programmes de développement des partenaires africains en lien étroit avec eux, notamment sur l'accès aux besoins essentiels, en partant de leur expérience et leur savoir-faire ;
- défendre les droits humains : appels à la paix, la justice, en soutenant des actions de plaidoyer de nos partenaires avec d'autres membres de la société civile.



FORMER LES ACTRICES DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

La condition féminine a peu évolué ces dernières années au Bénin : un tiers seulement des ieunes filles bénéficie d'un accès à l'éducation. D'où la mobilisation en leur faveur avec l'appui de Caritas dans les zones rurales les plus pauvres du pays.

Lutter efficacement contre la marginalisation et la pauvreté des jeunes filles et des femmes du département rural de Borgou, au nord, consiste avant tout à améliorer leurs conditions de vie ainsi que leur statut juridique et social. C'est pourquoi le projet en cours privilégie cinq axes : alphabétisation des femmes, accès des jeunes filles à une formation et à un métier, à l'enseignement secondaire, santé préventive, éducation des villageoises à leurs droits et devoirs en particulier en tant que citoyennes, développement de leur autonomie économique en mettant notamment l'accent sur le maraîchage, les cultures vivrières et l'élevage.

Ces dernières années, le Secours Catholique – Caritas France a souhaité mettre l'accent sur l'autonomisation des centres de formation et le renforcement de la structuration des groupements féminins organisés autour du développement d'activités économiques.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 133 000 €





Engagement du Secours Catholique – Caritas France: 122 000 € Les droits des ruraux les plus démunis et isolés sont de moins en moins respectés au Burkina Faso, constate l'Église catholique. De même montent les conflits liés au foncier, les litiges entre agriculteurs et éleveurs, les mariages forcés, la spoliation des veuves...

La commission catholique nationale Justice et Paix intensifie ses efforts d'éducation aux droits humains, de prévention et de gestion des conflits qui empoisonnent le climat social dans plusieurs régions. Elle a choisi d'intervenir dans cinq diocèses auprès de victimes, culturellement en marge de la société, qui ne disposent de l'aide d'aucune administration ni ONG pour obtenir réparation des torts subis. Avec ses para-juristes locaux, des experts du droit reconnus, les plaignants reçoivent une assistance judiciaire précieuse pour les aider à résoudre leurs problèmes.

Profitant du rayonnement de l'Église catholique dans les zones d'intervention, qui s'appuie sur l'implantation des paroisses et de radios locales, Justice et Paix transmet avec efficacité son message à environ 14 000 personnes, leur donnant des pistes pour réduire les conflits et précisant dans ce cadre leurs droits et devoirs.





Dans des communes des régions de Gitega et Mwaro, au centre du Burundi, où la Caritas locale met en place des ouvrages hydrauliques et d'assainissement, le nombre de villageois atteints de diarrhées, amibiases... a nettement diminué.

Ce travail de mobilisation sociale, basé sur l'accès à l'eau potable et sur une meilleure maîtrise de l'hygiène par la population conduit depuis quinze ans par Caritas Gitega, porte ses fruits! Une nouvelle phase triennale dans les communes de Kayokwe et Nyarusangue est mise en place pour la période 2013-2016. Elle prévoit l'aménagement de 295 sources d'eau potable, la réhabilitation/construction de cinq adductions, l'installation de systèmes de collecte d'eau de pluie et de latrines scolaires dans sept écoles et l'aménagement de 600 latrines familiales. Outre l'aménagement d'ouvrages hydrauliques et sanitaires, le projet vise à renforcer la gouvernance locale via la formation de tous les acteurs locaux. Ce travail se traduit par la formation des populations bénéficiaires des ouvrages et des comités de gestion en charge de leur entretien et maintenance. Un accompagnement est également apporté pour renforcer les capacités des régies communales de l'eau chargées de tenir à jour la liste des usagers, collecter les redevances et veiller à une gestion rigoureuse (technique et financière) des équipements hydrauliques. Enfin, le projet vise à renforcer les compétences techniques des fontainiers, en charge des réparations.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 120 000 €

Cofinancement de l'Agence de l'eau Seine Normandie à hauteur de 346 662 € et du conseil général du Val de Marne pour 10 000 €





Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 104 882 € Si sa croissance démographique se poursuit au rythme annuel actuel (3%), la population camerounaise va doubler d'ici à vingt ans et rajeunir considérablement. Le pays, à la situation économique tendue, a vu toutefois sa dette extérieure allégée après son admission en 2006 à l'initiative internationale PPTE (Pays pauvres très endettés).

Le comité diocésain de développement des activités sociales (CODAS - Caritas de Garoua, au nord) a mis en place un projet à trois volets :

- > améliorer la sécurité alimentaire et l'état sanitaire des populations ;
- > rendre plus performante la formation professionnelle des jeunes et des adultes ;
- > répondre aux besoins essentiels des plus démunis.

Les responsables du projet veulent également appuyer le développement de la Caritas de Garoua : personnel plus qualifié, notamment sur le plan administratif, développement de stratégies d'information, représentation plus forte du CODAS à l'extérieur. Ainsi renforcée, Caritas pourra mettre en place un réseau opérationnel d'action sociale et sanitaire, permettant ainsi à des laissés-pour-compte de sortir de l'impasse.





Au Congo-Brazzaville, quatrième pays africain producteur de pétrole, sept habitants sur dix vivent sous le seuil de pauvreté. Ses dirigeants détournent à leur profit une grande partie des revenus de l'or noir.

L'Église catholique passe à la vitesse supérieure dans la lutte contre ce scandale. À Pointe-Noire, au sud, sa commission Justice et Paix plaide auprès des autorités locales pour demander une nouvelle politique: répartition équitable des revenus pétroliers, gestion des conflits fonciers dans la zone affectée, études sur les conséquences environnementales de l'exploitation, dédommagements des populations pour préjudices subis (pollution des nappes aquifères et des sols, vapeurs toxiques, odeurs).

À l'échelle nationale, le combat de Justice et Paix pour une gestion transparente des revenus pétroliers prend de l'ampleur. L'influente commission, soutenue par le Secours Catholique - Caritas France, renforcée par le poids d'une partie de la société civile congolaise, a réussi à porter le plaidoyer auprès, entre autres, du FMI et de la Banque mondiale. Récemment, des résultats importants ont été obtenus : ainsi le Congo a été déclaré conforme aux critères d'ITIE (Initiative de transparence des industries extractives). Désormais, le défi consiste à continuer à appuyer la société civile locale afin qu'elle puisse faire pression sur l'État pour que les revenus issus de Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 43 000 €



ces industries soient utilisés au profit de l'amélioration des conditions de vie des populations.

^{*} République du Congo



Engagement du Secours Catholique -Caritas France 67 022 €

Victimes de violences sexuelles dans le cadre de conflits armés récurrents, au Nord Kivu, à l'est de la RDC, des dizaines de milliers de femmes sont ainsi laissées sans ressources et souvent mises au ban de la société.

La lutte contre l'impunité et les exactions sexuelles à l'encontre des femmes est une priorité dans l'est du pays : elle doit porter à la fois sur les causes des violences (conflits armés et insécurité dans l'est) et sur leurs conséquences pour les femmes. En soutenant Caritas Goma dans ses actions en faveur de 150 femmes victimes de viols, le Secours Catholique - Caritas France s'engage dans la réponse à cette problématique prioritaire pour la région.

Ce programme qui leur est destiné leur permet d'être écoutées, appuyées et de surmonter ensemble le double traumatisme qu'elles ont subi : le viol puis l'exclusion de la famille... Ensemble, elles démarrent des activités agricoles ou mettent en place de petits commerces grâce au soutien d'un microcrédit. Les mères de famille ayant des enfants en bas âge bénéficient quant à elles d'un appui nutritionnel. Ensemble, elles se construisent un nouvel avenir.



^{*} République démocratique du Congo



Au sud-ouest de la République démocratique du Congo, dans la province du Bandundu, l'Église catholique veut créer depuis 2010 des mutuelles de santé afin d'améliorer l'accès des habitants à celles-ci.

Bras sanitaire de l'Église, le bureau diocésain des œuvres médicales aborde cette expériencepilote à la fois dans une zone de santé urbaine et une zone rurale du diocèse de Kikwit : dans la ville de Kikwit (parties nord et sud), la cellule technique d'appui aux mutuelles de santé – financée au départ, entre autres, par le Secours Catholique – Caritas France - soutient une mutuelle baptisée Lutondo ; et dans le secteur rural de Mosango une mutuelle du même nom.

Le bureau des œuvres médicales intensifie ses efforts pour que la population puisse se soigner enfin correctement. Ainsi, il tente d'obtenir qu'à Kikwit et dans les environs le taux d'adhésion à une mutuelle passe de 4% à 10%. Le Secours Catholique – Caritas France l'aide à relever ce défi, au moins jusqu'en 2015.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 36 000 €



^{*} République démocratique du Congo



Engagement du Secours Catholique – Caritas France: 65 000 € La démocratie comme les réformes de l'État sont en panne en République démocratique du Congo. La commission catholique Justice et Paix mobilise les citoyens dans la décentralisation en cours, prône le civisme fiscal contre la corruption, vulgarise la Constitution...

Un immense chantier a démarré dans tout le pays. Elles sont 50 000 personnes, membres des commissions diocésaines Justice et Paix et des comités locaux de gouvernance participative (des collectivités locales parallèles), à agir en première ligne :

- afin de consolider la démocratie, elles vulgarisent la Constitution et la loi électorale, forment des animateurs locaux et des observateurs électoraux ;
- afin d'aider leurs compatriotes à comprendre les enjeux de la décentralisation, elles lancent une campagne d'information, de sensibilisation et de formation ;
- pour favoriser le civisme fiscal, elles organisent des campagnes de lutte contre la corruption dans sept provinces.



^{*} République démocratique du Congo



Après les élections présidentielles de 2010, la Côte d'Ivoire a été marquée par de violents conflits divisant le pays en deux, poussant 300 000 habitants à se réfugier dans les États voisins et près d'un million d'autres à se déplacer vers d'autres régions du pays.

La guerre civile s'est traduite par des destructions d'infrastructures socioéconomiques, le pillage des services de l'administration publique et la fermeture de nombreuses entreprises, tout cela affectant durablement le potentiel économique. Fin 2010, la région des 18 Montagnes, à l'ouest, a été le théâtre de violences interethniques sans précédent. La pauvreté, surtout en milieu rural, s'y aggrave encore du fait d'un hivernage 2011 déficitaire en pluies.

Après une année 2011 marquée par la réunification du pays et l'espoir de l'instauration d'une paix durable, Caritas Man, qui couvre cette région, mise d'abord sur l'accompagnement d'organisations paysannes : elle les a poussées à se transformer en coopératives pour être le fer de lance de la réhabilitation agricole et du redémarrage de la production céréalière.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 447 866 €

Subvention de l'Agence française de développement : 521 650 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 315 000 € sur cinq ans

Grand comme deux fois la France, l'Éthiopie, est le deuxième pays d'Afrique sur le plan démographique : plus de 90 millions d'habitants. Une croissance économique annuelle de 6% et les efforts de l'État pour améliorer l'accès aux services de base ne suffisent pas à le faire décoller.

Son indice de développement humain figure parmi les plus bas du monde : l'Éthiopie est au 174° rang sur 187 pays. Le pays affronte une croissance démographique très forte, la pression foncière, des problèmes d'accès à la terre et des sécheresses récurrentes. Pourtant, son potentiel est réel. L'Église catholique a établi les priorités suivantes : mieux protéger les ressources naturelles, soutenir le dynamisme des populations pauvres et développer l'accès aux services de base (éducation, santé et eau).

Au Tigré, au nord, l'une des régions les plus défavorisées, le programme de ADCS, partenaire du Secours Catholique - Caritas France depuis vingt ans, vise à améliorer l'accès à l'eau, à promouvoir une agriculture durable et à améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables (28 000 bénéficiaires du projet). Il est en particulier prévu de réhabiliter des points d'eau, de renforcer les capacités d'irrigation et celles des comites de gestion de l'eau.





L'Éthiopie, un des pays les plus pauvres du monde, souffre de sécheresses aux conséquences dramatiques depuis des décennies. En 2011, des centaines de milliers de personnes, très vulnérables aux conditions climatiques, en ont subi une fois encore, les conséquences.

Ces difficultés font partie du quotidien de leur vie poussant de nombreuses familles à se déplacer sur des terres où elles espèrent trouver un peu d'eau et de nourriture. Au sud-est, dans la région du Hararghe, la Caritas locale tente d'atténuer la pression liée aux sécheresses récurrentes en mobilisant la population la plus affectée sur des actions visant à améliorer l'accès à l'eau potable et la production agricole : construction de puits, citernes pour récupérer l'eau de pluie, captages, latrines, formation de plombiers et de maçons dans les localités, mise en place de comités de gestion des points d'eau élus par les habitants et de « pilotes » des comités d'hygiène et de santé.

En permettant d'autre part, l'irrigation des champs, en fournissant des semences aux paysans mais aussi, en parallèle, en aidant à briser la loi du silence sur les mutilations génitales féminines et sur le sida, la Caritas change le quotidien de milliers d'enfants et de femmes.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 83 000 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 80 000 €

Madagascar, 20 millions d'habitants. Huit sur dix vivent avec moins d'un euro par jour. Le pays affronte de multiples défis sociaux et économiques : déscolarisation, inactivité des jeunes, chômage croissant dû aux crises socioéconomiques successives.

Créé en 1982 à la suite de graves inondations, le Conseil de développement d'Andohatapenaka (CDA), à Antananarivo, la capitale, est reconnu cinq ans plus tard comme association de quartier œuvrant dans le domaine social (santé et accompagnement social) et le développement (scolarisation des enfants les plus pauvres, formation, microcrédit, accès à l'eau potable, actions communautaires...). La même année, il lance un projet de formation professionnelle destiné aux jeunes chômeurs. Il est appuyé depuis le départ par le Secours Catholique – Caritas France.

Le projet a pour ambition, d'une part, de former à un métier 175 jeunes par an en situation de précarité (déscolarisés, analphabètes et autres défavorisés), d'autre part, de les soutenir dans leur recherche d'emploi afin de leur assurer un avenir meilleur.





De nombreuses familles, fuyant les hauts plateaux surpeuplés ou les quartiers défavorisés des grandes villes, s'installent à l'ouest de Madagascar sur des terres non exploitées fournies par l'État. Elles espèrent enfin tourner le dos à une page douloureuse de leur vie.

Le modeste Centre de formation et de transit d'agriculteurs migrants (CEFOTAM) créé par Caritas Madagascar, réparti sur les sites de Kankaola et Ankazobe, dispense chaque année une formation technique approfondie à une quinzaine de nouvelles familles et les aide à s'installer sur leurs terres. L'année 2011/2012 a vu l'ouverture d'un troisième site d'implantation des agriculteurs migrants, illustration de l'intérêt que suscite le projet au sein de la population paysanne. Au programme, production agricole, agroforesterie, reboisement d'essences et plantation d'arbres fruitiers, atelier mécanique (fabrication d'équipements agricoles), lombriculture, soutien au développement d'un grenier communautaire.

À présent, le projet met l'accent sur l'autonomie financière progressive des familles. Il insiste aussi sur le renforcement des capacités de suivi et de gestion administrative et financière de l'équipe, soit une vingtaine de personnes : responsables de production, de l'exploitation agricole, de l'atelier mécanique, de l'élevage, des matériels agricoles attelés...

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 44 000 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 150 000 €

Ils sont presque 8 000 enfants à mendier et errer dans les rues de la capitale du Mali, Bamako. Ils paient au prix fort les «troubles» familiaux provoqués par un exode rural massif de leur famille vers les zones urbaines, amplifiés par les récents évènements politiques qui ont marqué le pays.

Depuis 1992, Caritas Mali a développé une grande expertise en matière d'appui aux enfants de la rue, en particulier pour les garçons. À partir de 2005, le programme Actions enfants de tous a aussi pris en considération le problème plus complexe des filles de la rue (soumises pour certaines à la prostitution) en ouvrant un centre d'écoute auguel s'est ajouté un foyer d'hébergement à partir de 2010.

La phase 2013-2015 vise à offrir une protection et une prise en charge de 480 enfants de la rue (360 garçons et 120 filles) qui sont identifiés et orientés vers les centres d'écoute où ils sont stabilisés pour tenter une réunification familiale.

Les enfants pour lesquels la solution du retour en famille n'est pas adaptée sont placés dans des foyers d'hébergement et bénéficient d'actions d'éducation, de formation professionnelle et d'insertion socioéconomique.

En outre, les acteurs du programme mènent un travail de sensibilisation et de plaidoyer afin de minimiser le phénomène des enfants vulnérables dans la rue et d'amener la population et les autorités au respect des droits des enfants au Mali.





Transformer des victimes du génocide de 1994 en « référents réconciliation » : c'est l'énorme enjeu du projet lancé en 2012 et engagé jusqu'en 2014 par les religieuses de l'association rwandaise Ibakwe.

Formés pendant deux ou trois ans à l'Institut de formation humaine intégrale de Montréal, les 20 membres de l'association forment à leur tour, dans sept diocèses, 570 personnes : enfants, jeunes, couples, enseignants, agents de santé. Ils les encouragent à dépasser les traumatismes subis, à accroître leur confiance en eux. Ils leur donnent les bases pour bâtir une culture altruiste. Ces « apprentis » de la paix et de la réconciliation doivent maintenant appliquer autour d'eux ce que Ibakwe leur a enseigné. L'association les aide en ce sens. Des enfants deviennent des référents dans leurs écoles : ils se soucient de sensibiliser leurs camarades. Le personnel de santé maîtrise mieux l'accompagnement psychologique des patients rencontrés.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 65 000 €





Engagement
du Secours
Catholique –
Caritas France
35 000 €

Dakar, la capitale économique et culturelle du Sénégal, est à la fois un pôle d'attraction pour de nombreux ruraux sur la paille et pour des étrangers en péril socioprofessionnel, voire craignant pour leur vie, espérant trouver ici une terre d'asile.

Ils sont ivoiriens, congolais (Congo-Kinshasa), guinéens, libériens.... Originaires d'une trentaine de pays, ces hommes et ces femmes en exil marqués par les épreuves vécues dans leur pays d'origine, devenus à Dakar des clandestins et des sans domicile à la merci d'une rafle ou d'un contrôle d'identité, sont chaleureusement accueillis au PARI (Point d'accueil pour réfugiés et immigrés) par l'équipe de Caritas Sénégal. Celle-ci, aussi motivée qu'expérimentée, ouvre ses portes à ses hôtes (environ 2 000 par an), enquêtant soigneusement sur les besoins de chacun, et cherchant avec eux des solutions durables pour mettre fin à leur précarité.

Le PARI accueille, écoute et soulage les souffrances physiques et morales des réfugiés, immigrés et personnes de retour, en leur fournissant des aides pour financer leurs loyers, des soins médicaux et de la nourriture ; et en les guidant vers de petits projets générateurs de revenus, vers des formations professionnelles ou encore en prenant en partie en charge leurs frais de déplacement, voire en participant aux dépenses de rapatriement.





Sept paysans sénégalais sur dix vivent sous le seuil de pauvreté, soumis à la baisse de la pluviométrie, la chute des prix payés aux producteurs, l'inadaptation du crédit agricole, de pratiques traditionnelles mettant en péril leur capital foncier et des politiques agricoles qui

privilégient encore trop souvent les cultures d'exportation.

Dans la région du Sine Saloum, à l'ouest du Sénégal, Caritas Kaolack veut donner aux agriculteurs qu'elle soutient les moyens de sortir de la pauvreté et de conduire ensuite leur vie professionnelle de façon autonome. Avec ses partenaires – Secours Catholique – Caritas France, Broederlijk Delen, Misereor - elle lance des chantiers multiples : amélioration durable de la productivité des sols, professionnalisation des organisations paysannes, meilleure maîtrise de l'eau de façon à donner de la régularité et de la vigueur à la production agricole, sécurité financière à travers la création de cinq mutuelles d'épargne et de crédit. Un bel effort qui finira par peser régionalement dans un pays où l'agriculture représente le secteur-clé de l'activité économique. Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 185 000 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 124 644 €

À l'est du Tchad, des milliers de réfugiés soudanais et d'autochtones se battent pour survivre, appuyés par le Secadev (Caritas N'Djamena). Les résultats obtenus pour répondre à l'objectif de sécurité alimentaire doivent être pérennisés.

Les impulsions données par notre partenaire sont déterminantes pour le proche avenir de civils en péril depuis huit ans sur fond d'impasse politique. Il faut consolider les trois volets de l'action déjà lancée. Sur le plan agricole, priorité à l'accès aux terres cultivables, à l'approvisionnement en semences et outils, aux formations techniques, à l'installation de greniers communautaires. Dans l'élevage, on privilégie la vaccination du bétail, la formation des éleveurs et des auxiliaires aux techniques d'alimentation du chaptel. La protection de l'environnement est déclinée sous forme de reboisement, de création de comités spécialisés dans les villages, de distribution de foyers améliorés métalliques, d'emploi de déchets organiques pour éviter de consommer du bois...





Dans la région des savanes, au nord du Togo, particulièrement touchée par la désertification, de mauvaises pratiques agricoles épuisent la terre. Au centre d'animation rurale de Tambimong-Ogaro (CARTO) de jeunes paysans acquièrent des techniques de nature à protéger à la fois les sols et à améliorer les rendements.

Mené par le CARTO, organisation créée par l'Église catholique de Dapaong, le projet vise à générer de nouveaux revenus, endiguer la désertification et faciliter le développement durable et équilibré du milieu agricole. De jeunes couples apprennent à gérer leur ferme, avec un double objectif: rentabilité agricole et respect de l'environnement. Chaque année, 19 couples se forment, choisis pour leur capacité à transmettre leurs savoirs dans les villages. Les apprentissages alternent théorie et pratique : connaissance des techniques agricoles (culture, maraîchage, élevage...), entretien du matériel, lancement de nouvelles productions, gestion équilibrée des sols et agroforesterie. Un soin particulier est apporté au reboisement et à une agriculture à la fois rentable et respectueuse de l'environnement.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 99 000 €





Engagement du Secours Catholique – Caritas France 308 400 € Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 68% des personnes vivant avec le VIH habitaient en 2011 en Afrique subsaharienne. Conséquence majeure de cette pandémie : le nombre considérable d'orphelins et d'enfants vulnérables affectés ou infectés par le VIH/sida.

La plupart d'entre eux sont soit accueillis par la famille plus ou moins proche, soit livrés à euxmêmes. Du fait de la pauvreté endémique, ces enfants constituent souvent un poids économique pour les familles d'accueil, sans compter la honte et le tabou attachés aux circonstances de la mort de leurs parents.

Le programme soutenu par le Secours Catholique – Caritas France prévoit d'épauler deux associations, l'une togolaise et l'autre ivoirienne, dans le soutien psychosocial qu'elles apportent à 300 enfants orphelins et vulnérables. Elles utilisent la méthode «des boîtes de la mémoire» lancée en Afrique du Sud par l'association Sinomlando («Nous avons une histoire» en zoulou), partenaire du Secours Catholique – Caritas France depuis douze ans. Il s'agit de permettre à l'enfant orphelin de reconstruire son histoire et celle de ses parents, de surmonter son deuil, en rassemblant en particulier des informations sur leur maladie et leur mort, cela, en collectant des objets et des témoignages auprès des proches.





L'ÉMERGENCE POLITIQUE DES PLUS PAUVRES

Sur les 505 millions d'habitants du continent latino-américain 44 % vivent dans le dénuement, malgré des ressources naturelles, agricoles et touristiques énormes et une croissance économique assez vigoureuse dans certains pays (en 2011, 6 % en Uruguay et 2,8 % au Brésil). Face à des gouvernements parfois éloignés des besoins et aspirations des plus pauvres, la société civile, en particulier ses représentants auprès des Indiens, plaide auprès des autorités pour la reconnaissance de leurs droits légitimes (à la terre, à l'éducation...) et propose des initiatives innovantes pour lutter contre les inégalités.

Le Secours Catholique – Caritas France soutient ses partenaires, actifs dans les régions les plus pauvres, pour qu'ils soient en mesure de travailler efficacement à la paix, au respect des droits de l'homme et à la protection de l'environnement. Il répond également après les catastrophes aux appels d'urgence et de reconstruction, comme le montre la forte mobilisation et les engagements du Secours Catholique – Caritas France en Haïti après le séisme de janvier 2010.

Nos priorités géographiques :

- > La région "mésoaméricaine" : Mexique, Guatemala, Honduras
- > La région andine : Bolivie, Colombie, Pérou
- > Les territoires amazoniens de la Bolivie, du Brésil et du Pérou

Nos priorités thématiques :

- > Développement intégral : accès à la terre, aux ressources naturelles, à la souveraineté alimentaire, préservation de l'environnement
- > Renforcement de la société civile à la vie démocratique et politique
- > Accompagnement et défense des droits des migrants



Engagement du Secours Catholique -Caritas France · 260 000 €

Autres bailleurs : Fondation Philanthropia Lombard Odier Swiss Philanthropy Fondation

Au milieu des lamentations sur la situation catastrophique du bassin amazonien et son futur, il est possible de s'inscrire dans une position alternative, en faisant la promotion d'expériences concluantes. Donner corps au développement durable dans une des régions à la fois les plus fragiles et convoitées de la planète, concilier souci de l'environnement, exploitation raisonnée des ressources, sécurité alimentaire et amélioration de la situation socioéconomique de populations pauvres - acteurs à part entière au plan politique - est un vrai défi, qui mérite d'être relevé.

C'est ce que propose de faire le Secours Catholique - Caritas France en soutenant le CIPCA (Centre de recherche et de promotion des paysans), un partenaire reconnu pour son expertise dans le domaine du développement durable depuis quarante ans. Le CIPCA sollicite l'association pour fortifier l'économie paysanne, renforcer la production agro-écologique de 990 familles, améliorer leurs conditions de vie tout en préservant leur environnement et en s'investissant dans l'action de plaidoyer auprès des autorités boliviennes.





Ce projet est mené par le partenaire du Secours Catholique – Caritas France, Unitas (Union d'institutions pour le travail d'action sociale), qui se consacre à l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres et à la promotion de la démocratie.

Grâce à la création d'un fonds de soutien, les organisations paysannes et villageoises et les associations de quartier disposent de ressources afin de mener à bien leurs actions dans quatre domaines : l'accès aux ressources naturelles, les initiatives économiques et productives, les réponses aux besoins essentiels (eau, éducation, santé, sécurité alimentaire) et la participation citoyenne.

Pas moins de 32 000 personnes ont bénéficié en 2011 de ces petits projets basés sur l'ensemble du pays : le fonds parvient à toucher des endroits éloignés des capitales départementales où l'appui de l'État est faible. Grâce à ces projets de renforcement de la société civile, les communautés paysannes et indigènes aujourd'hui associées aux décisions municipales participent davantage aux choix sociaux, politiques et économiques qui les concernent.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 193 000 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 150 000 €

En 2009, la nouvelle Constitution bolivienne reconnaît le caractère unitaire d'un État plurinational. C'est une avancée importante dans le processus de changement démocratique. Cependant, de fortes tensions demeurent entre la population et le gouvernement sur la question du modèle économique basé sur une forte extraction des ressources naturelles.

La Constitution est une opportunité pour que les organisations du mouvement indigène paysan de Bolivie participent davantage à l'élaboration de nouvelles politiques publiques plus démocratiques. Unitas (Union d'institutions pour le travail d'action sociale), partenaire du Secours Catholique – Caritas France, initie des actions visant à améliorer la participation et la force de proposition du mouvement indigène paysan. Son programme s'appuie sur différentes actions institutionnelles: la formation de ses dirigeants, la diffusion de programmes de radio, le travail en réseau. La question des droits des peuples indigènes autour du thème de l'accès à la terre, aux ressources naturelles, de l'autonomie et du droit à l'alimentation sont notamment au cœur du projet.





Ce projet soutenu par le partenaire Minga (Association pour la promotion sociale alternative) s'adresse aux populations les plus vulnérables des régions frontalières de l'Équateur et du Venezuela : les communautés indigènes et les populations paysannes, déplacées et victimes du conflit armé.

Il vise à améliorer les conditions de vie de ces populations et contribue également à donner une visibilité aux réalités locales sur la scène nationale et internationale en vue d'influer sur les politiques gouvernementales en matière de paix et de développement.

Le Secours Catholique – Caritas France est engagé dans une relation de partenariat avec l'association Minga depuis 2002. Celle-ci reste à ce jour un partenaire stratégique dans le pays. Tout en continuant à accompagner les processus de construction de paix, elle s'investit sur la problématique de l'extraction des ressources naturelles.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 162,000 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 149 206 €

Le Mexique est l'un des principaux pays de transit de migrants au monde dont le nombre est estimé à 2 millions par an. Ces migrants sont sous la menace à la fois de puissantes bandes du crime organisé et des autorités de police corrompues. Dans ce contexte, l'Église catholique est souvent la seule institution à venir en aide à ces populations les plus en difficulté dans les zones frontalières où l'État est quasiment absent.

Le Service jésuite aux migrants, soutenu par le Secours Catholique – Caritas France, a pour objectif de réduire la vulnérabilité de ces personnes migrantes en transit au sud du pays. Accompagnement au sein des maisons diocésaines, localisation des migrants disparus, formation des réseaux locaux d'Église, action institutionnelle dénonçant les politiques migratoires et engagement pour les droits des migrants font partie de ces actions. Ce projet a pour but également de consolider le réseau des maisons diocésaines en incitant leurs membres à utiliser une base de données recensant les violences et délits subis par les migrants en transit.





Ce projet vise à accompagner les familles paysannes des localités de Pomacancha dans la production d'aliments complémentaires à leur consommation habituelle et à améliorer leur santé. Il a pour objectif également d'impliquer les autorités locales dans l'amélioration des conditions de vie de ces familles.

Le projet mis en œuvre par Caritas Huancayo dans sept communautés paysannes de Pomacancha améliore les conditions de vie des familles en offrant des solutions concrètes à leurs problèmes alimentaires. Dans un premier temps, les familles sont formées à un meilleur usage de leur terre (jardins potagers, serres familiales, pépinières...) et à l'amélioration des techniques agricoles. Par la suite, un enseignement des pratiques de santé, de nutrition infantile et d'hygiène familiale est dispensé aux mères. En outre, l'espace de vie des familles est réaménagé pour une amélioration des conditions d'hygiène (mise en place de cuisines améliorées). Enfin, le projet implique les autorités locales afin qu'elles fassent de la santé et de l'alimentation leur priorité. Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 111 000 €



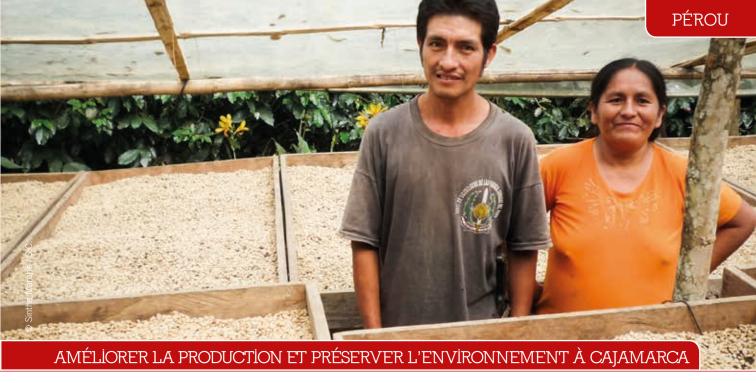


Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 208 916 €

L'élection d'Ollanta Humala en 2011 à la présidence de la République a posé un nouveau cadre politique pour le pays. L'approbation de la loi sur le droit à la « consultation préalable » est un acte posé en ce sens. Elle stipule que les communautés indigènes doivent être préalablement consultées concernant toute implantation sur le territoire où elles résident. Cela s'applique pour les projets de prospection minière, pétrolière ou gazière menés le plus souvent par des entreprises internationales.

Mais des réformes en profondeur se font attendre, d'où l'importance de renforcer la participation citoyenne, un des combats que mène le partenaire du Secours Catholique - Caritas France, le CAAAP (le Centre amazonien d'application pratique). Créé en 1974 par les évêques d'Amazonie péruvienne, il est un solide partenaire qui agit pour la promotion de la population marginalisée de la forêt. Il met l'accent sur un modèle de promotion humaine qui favorise le renforcement des capacités et la participation des populations indigènes aux processus de développement local et national. Dans cette perspective, il favorise les formations citoyennes visant à défendre les droits indigènes et à améliorer les conditions de vie des communautés.





Dans 25 communautés de la région de Cajamarca, au Pérou, Caritas Jaén soutient les petits producteurs pour améliorer leur production, leurs conditions de vie et leur environnement en lien avec les autorités locales, en vue d'un développement local durable.

Caritas Jaén, soutenu par le Secours Catholique - Caritas France, concentre ses efforts auprès des populations les plus pauvres du département de Cajamarca où la principale source de revenus est la production de café. Dans la vallée de Botigas, les villages bénéficiaires ont un accès très limité aux services sanitaires et éducatifs. Le but de l'organisation est de créer des conditions de vie plus dignes pour les petits producteurs à travers différents projets visant : la sécurité alimentaire (consolidation de la production agro-environnementale et commerciale des familles en préservant les ressources naturelles), l'amélioration des logements des familles (cuisines améliorées, latrines) et le renforcement des organisations afin de présenter des propositions pour leur développement communautaire et l'exercice de leurs droits de citoyens.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 52 000 €





Nos priorités géographiques :

- >Asie du Sud : Bangladesh, Pakistan, Inde.
- > Asie du Sud-Est : Cambodge

Nos priorités thématiques :

- > Populations vulnérables : minorités (intouchables ou « dalits », ethnies), femmes vivant en milieux défavorisés, enfants
- > Besoins essentiels : sécurité alimentaire. éducation, santé
- > Catastrophes : prévention des risques

La crise économique mondiale a eu un impact immense en Asie. Même si le continent peut atteindre d'ici à 2015 certains des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) fixés par l'ONU, de forts taux de chômage et d'abandon scolaire inquiètent.

Sur cette terre de contrastes, la croissance économique profite surtout à une élite urbaine. La majorité des habitants est laissée dans le plus grand dénuement, populations rurales en tête.

Le Secours Catholique – Caritas France appuie les Caritas et d'autres organisations dans le combat qu'elles mènent aux côtés des plus démunis pour obtenir davantage de justice et d'égalité des droits. Elles entraînent les populations à mieux s'organiser et, ainsi, les poussent à bâtir elles-mêmes le chemin de leur propre développement. Par ailleurs, le Secours Catholique - Caritas France conseille ses partenaires, en première ligne après les catastrophes, pour qu'ils préparent la réponse aux urgences en travaillant la prévention.



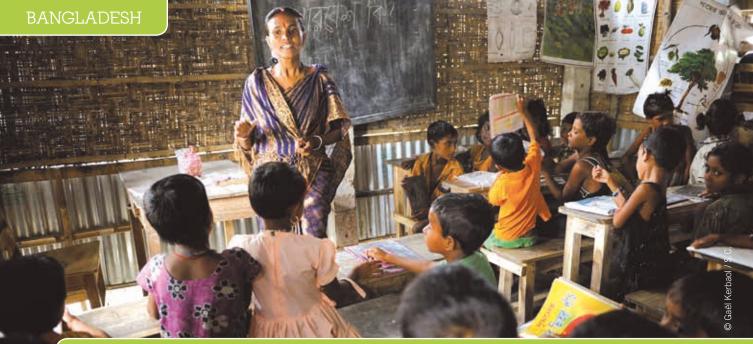
Malgré une forte progression de son produit intérieur brut (PIB), le Bangladesh reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Pas moins de 43 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. La situation de la communauté rakhaine est particulièrement difficile : victime de discriminations, de violation de ses droits et de la spoliation de ses terres par les populations majoritaires bengalies, elle vit dans des zones peu accessibles et dans des conditions d'extrême pauvreté.

Ce projet de développement et d'intégration des communautés rakhaines est soutenu par Caritas Bangladesh, partenaire depuis 1989 du Secours Catholique – Caritas France.

Le projet vise à développer les liens de solidarité et les capacités d'actions collectives de ces communautés (création de coopératives de crédit, défense du droit à la terre), à améliorer également leurs conditions de santé et d'hygiène (latrines, unités de santé mobiles, sages-femmes itinérantes). Ce projet veille aussi à préserver la culture rakhaine en sensibilisant les professeurs des écoles aux besoins d'intégration des enfants rakhaines. Enfin, l'augmentation des revenus et l'accès à un travail décent font partie également des objectifs du projet.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 309 998 €





L'ACCÈS A L'ÉDUCATION POUR LES ENFANTS DÉFAVORISÉS

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 522 959 € sur six ans

L'Union européenne s'engage également sur six ans: 9 935 700 €



Au Bangladesh, l'éducation constitue une priorité nationale car seulement 47,9 % des adultes sont alphabétisés et 60 % des enfants terminent l'école primaire.

Caritas Bangladesh a mis sur pied depuis 1997 un programme d'éducation pour les enfants des milieux défavorisés, issus de groupes minoritaires, isolés ou «intouchables». Depuis 2012, ce projet a pris de l'ampleur. Ce sont désormais 158 000 élèves issus des populations les plus marginalisées qui sont scolarisés dans les 1 005 centres de Caritas Bangladesh.

Le projet permet aux enfants l'accès à des écoles de qualité qui dispensent un enseignement en Bengali (la langue nationale) mais également dans leurs langues maternelles pour les enfants issus de communautés ethniques. Une attention particulière est portée à l'amélioration de l'environnement des écoliers souffrant d'infirmités.

Des activités sont également menées avec les parents d'élèves afin de les sensibiliser aux besoins essentiels de la famille (alphabétisation, hygiène, protection contre les catastrophes naturelles...). En outre, des comités communautaires comprenant parents, professeurs, communautés villageoises et autorités locales sont impliqués dans le projet et la gestion des écoles.



Le projet vise à faciliter l'entraide entre les villageois et à trouver ensemble des clés pour survivre.

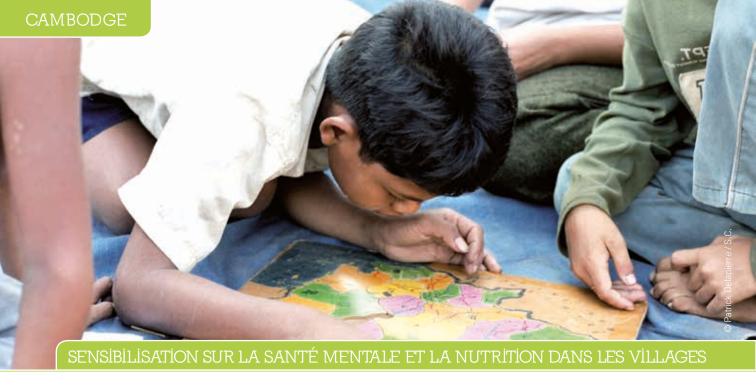
Avec de maigres revenus, de lourdes dettes, en situation d'isolement, victimes de catastrophes naturelles, les ruraux de la province de Kompong Thom, au cœur du pays, ne peuvent assurer la subsistance de leur famille, en particulier les femmes seules en l'absence de leurs maris partis chercher du travail dans les provinces voisines.

Caritas Cambodge propose aux fermiers de cette région de diversifier leurs activités, d'apprendre de nouvelles techniques agricoles et, plus largement, de s'organiser en associations villageoises pour que l'impact de l'action menée sur le progrès économique et social soit réel dans la zone.

Le projet s'appuie sur un efficace relais associatif dans la construction de puits et de silos à riz et encourage la population à imaginer elle-même des mesures de nature à changer la vie de leur village, en créant, par exemple, une épargne communautaire ou encore un système de prévention et de gestion des risques climatiques.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 170 000 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 231 351 €

Enfants ou adolescents, ils souffrent d'autisme, de retard mental, de problèmes psychologiques. Ces jeunes Cambodgiens sont accompagnés par le centre Caritas de santé mentale, le CCAMH, situé à côté de Phnom Penh.

Le CCAMH travaille depuis 1998 en faveur du dépistage, de la prévention et au traitement des troubles mentaux. Unique centre de ce type au Cambodge, il aborde à présent une nouvelle phase de son programme en décentralisant son action sur le terrain. Pour réduire les risques de maladies mentales chez les jeunes enfants, des apports nutritionnels (comprimés de fer et de sel iodé), sont distribués aux femmes enceintes ou ayant des nourrissons ainsi que des semences pour cultiver des jardins potagers et diversifier ainsi l'alimentation familiale.

Des mères sont alertées sur la nécessité de renforcer leur hygiène et sur l'importance de soumettre à un bilan médical, deux fois par an, leurs enfants de moins de six ans. Des référents santé/handicap sont mis en place pour assurer le dépistage et le traitement des maladies. Par ailleurs, chefs de village, médecins traditionnels et femmes enceintes participent à des formations sur le développement de l'enfant.





Plus d'un milliard d'habitants vivent en Inde, une puissance au développement rapide et spectaculaire mais où 20 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Cette extrême pauvreté contraint ces habitants à se déplacer en nombre vers les grandes agglomérations.

Neuf mille deux cents familles ont été contraintes de quitter New Dehli pour s'installer à Bawana, à 40 kilomètres de là, un bidonville déjà peuplé de plus de 65 000 personnes dont la vie quotidienne tourne autour de la lutte contre le chômage, l'illettrisme, la malnutrition, la drogue et la prostitution.

L'association Chetanalaya (service social de l'archidiocèse de New Dehli), s'engage efficacement aux côtés de ces familles en péril : travail sur leurs capacités à affronter ensemble ces défis et à s'auto-organiser, sensibilisation des femmes sur leurs droits, formation professionnelle des jeunes (apprentissage de l'informatique, de l'électricité...), renforcement de son action sur l'éducation (cours du soir, parlements des enfants, crèches communautaires) et un important volet d'hygiène et d'assainissement par la mise en place d'un système de collecte des déchets et la création d'une unité de purification d'eau.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 150 581 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 108 635 €

Les dalits, appelés intouchables, font partie de la population particulièrement atteinte par la grande pauvreté en Inde.

Dans l'État du Tamil Nadu, au sud du pays, le service social du diocèse de Maduraï travaille auprès des plus démunis depuis 1968. Grâce à un processus de développement communautaire, il fédère les groupes de femmes afin qu'elles accèdent plus facilement au microcrédit et à l'indépendance financière. Il forme des petits fermiers à l'agriculture biologique et organise des cours du soir et des formations professionnelles pour les plus jeunes.

Ce projet vise à améliorer le quotidien des dalits dans 136 villages, à faire valoir leurs droits à l'égalité sociale et à retrouver leur dignité : les discriminations dont ils souffrent doivent disparaître, leur accès aux droits économiques, sociaux, éducatifs doit être favorisé, et leur autonomie économique assurée. Pour ce faire, sont mis en place un soutien financier et des formations socioprofessionnelles sur mesure.





En Mongolie, les hivers rudes se succèdent. Celui de 2010 a provoqué la mort de 5 millions de têtes de bétail. La situation alimentaire est très critique : la moitié de la population souffrirait d'insuffisance nutritionnelle.

Caritas Mongolie encourage l'innovation dans les régions de Ulaan Bataar, au centre, et Gobi Altaï, à l'ouest, afin d'accroître la production agricole et permettre aux plus fragiles de disposer d'une alimentation suffisante et régulière. Cela contribue progressivement à faire diminuer l'exode rural qui pose de graves problèmes sociaux, les agriculteurs allant la plupart du temps grossir les rangs des citadins sans emploi.

Le projet s'adresse à 1 000 personnes, dont 50 % de femmes chefs de famille. Des innovations techniques sont développées, adaptées aux contraintes climatiques locales : serres solaires, celliers... Ainsi, la production de légumes s'accroît tandis que les capacités et la qualité de stockage s'améliorent. Les Mongols, dont l'alimentation est basée sur la viande, diversifient leurs menus et trouvent une nouvelle source de revenus. Des groupes d'échanges techniques et de commercialisation collective sont formés et génèrent de nouvelles solidarités.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 120 000 €

L'Union européenne a soutenu le projet en 2013 : 73 900 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 100 000€

Le Myanmar, soumis depuis 1988 au pouvoir autoritaire de la junte militaire, a laissé officiellement la place en 2011 à un pouvoir civil dirigé par l'un de ses anciens membres. Des signes d'ouverture du pays sont tangibles... Il reste cependant de nombreux défis à relever, notamment la démocratisation du gouvernement et de ses institutions, la libération des prisonniers politiques et la cessation des violations des droits de l'homme... En témoigne le conflit armé dans le Kachin qui provoque un déplacement massif de la population.

En lien avec la Caritas birmane, Karuna Myanmar Social Services (KMSS), le Secours Catholique – Caritas France soutient depuis 2011 un projet d'aide d'urgence dans le Kachin, plus spécialement dans les diocèses de Banmaw et de Myitkyina. Le conflit entre l'armée régulière et l'armée de libération du Kachin dure et les mouvements de population persistent. Les conditions de vie dans certains camps de déplacés sont déplorables. Ce projet a pour objectif de répondre aux besoins élémentaires de 22 000 personnes déplacées dans la zone de conflit, un territoire difficilement accessible aux ONG. Il permet une assistance en matière d'hébergement, de nourriture, d'accès à l'eau et de soins médicaux de base.





La région vit une période de changements, porteuse d'inquiétudes mais aussi d'espérance. Le Secours Catholique – Caritas France renforce son soutien à des partenaires locaux – en particulier les Caritas – au cœur de ces mouvements.

Promouvoir la paix et le pluralisme démocratique

Renforcer le rôle de la société civile égyptienne par la construction d'un modèle démocratique ; lutter pour la défense des droits humains, en Israël et en Palestine ; promouvoir une culture d'éducation à la paix comme moteur de transformation sociale en Égypte, en Israël et en Palestine ; susciter des initiatives entre communautés et organisations chrétiennes, juives et musulmanes en Israël et Palestine.

Défendre les droits des migrants et des réfugiés et leur assurer un accès aux services de base

Le Secours Catholique – Caritas France a fait de l'aide aux migrants, en route vers l'Europe ou installés dans la région et confrontés à une situation tragique, une priorité. Les actions des Caritas de la région visent leur accès aux besoins essentiels, le respect des droits, l'intégration dans le pays hôte. L'association soutient les efforts déployés par ses partenaires auprès des Syriens victimes de la guerre.

Favoriser l'autonomie des personnes en grande vulnérabilité (jeunes, femmes et personnes handicapées) À travers ses partenaires, le Secours Catholique – Caritas France soutient le rôle de la femme, défend le droit des personnes handicapées auprès des autorités publiques et de l'opinion, promeut le bénévolat au sein de la jeunesse au Moyen-Orient et le « vivre ensemble » chrétiens / musulmans au sein de son réseau en France.

Nos priorités géographiques :

- > Egypte
- >Israël Palestine
- > Mauritanie

Nos priorités thématiques :

- > Migrants
- > Femmes
- >Jeunes
- > Personnes handicapées



Engagement du Secours Catholique -Caritas France 265 000 €

Malgré la volonté affichée par les autorités algériennes de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes, ces dernières continuent à être marginalisées : analphabétisme (40 %), exclusion de l'emploi (plus de 96%). Dans ce contexte, Caritas Algérie a lancé dès 1983 la revue bimensuelle Hayat, en partenariat avec le Croissant Rouge algérien, dans le but de les informer, les sensibiliser et les former, et de promouvoir les valeurs de solidarité et tolérance. L'organisation a créé par la suite, en 2006, 13 centres de formation aux métiers de l'artisanat répartis sur trois diocèses.

Ce projet va renforcer la revue Hayat, lui permettant de toucher au moins 1200 abonnées et 10 000 lectrices occasionnelles, ainsi qu'un réseau de 120 «femmes relais» qui participent à sa rédaction et animent des rencontres thématiques entre femmes. Des actions de formation et d'information dans le domaine juridique, social et psychologique toucheront 400 femmes. Des formations professionnelles délivrées au sein des ateliers d'artisanat seront proposées à 1000 femmes. Elles seront aidées à organiser elles-mêmes la production et la vente de leurs produits. Des sessions techniques renforceront les compétences de 30 monitrices.





ACCOMPAGNEMENT DE MIGRANTS ET PROMOTION DE LEURS DROITS

L'Algérie est un pays fortement touché par les migrations, d'une part transsahariennes et sahéliennes en raison de sa proximité géographique avec l'Europe, d'autre part régionales, à la suite de l'instabilité politique et des révolutions arabes. Toutes ces populations, bloquées dans le pays par suite du renforcement des contrôles aux portes de l'Europe, deviennent des sans papiers dépourvus quasiment de tous droits et parfois contraints de choisir des moyens illégaux pour survivre. Ils doivent faire face à l'hostilité de la société algérienne, à des lois de plus en plus répressives et à de grandes difficultés d'accès aux services d'assistance sanitaire et psychologique.

Ce projet a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des personnes migrantes vulnérables en Algérie. Caritas Algérie renforcera ses capacités d'écoute et d'accompagnement des migrants, améliorera leur situation sanitaire et sociale, renforcera leurs capacités personnelles et professionnelles, leur permettant ainsi de devenir acteurs de leur développement, et sensibilisera les autorités et la population à leur sort afin que cesse leur situation de non-droit et qu'ils soient en mesure de réussir leur insertion.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 60 000 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 90 500 €

Avec 83,5 millions d'habitants, l'Égypte est le plus peuplé des pays arabes. La croissance démographique, toujours forte (plus de 1,3 millions de personnes par an), contribue à ralentir son développement. À cette surpopulation grandissante s'ajoute un environnement socioéconomique mal en point, surtout en ville : la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Le Secours Catholique – Caritas France soutient depuis 2004 ce projet qui se déroule par étapes de trois ans. La première phase (2006/2009) a permis aux membres d'une douzaine de « clubs de femmes » préexistants (proches des associations de quartier) de suivre des cours d'alphabétisation et des formations pour apprendre à s'organiser et à prendre des décisions favorables à l'essor de leur zone. Dans la seconde phase (2009/2011), huit de ces clubs sont devenus des centres de développement locaux, autogérés avec l'appui technique de Caritas.

Depuis début 2012, Caritas donne aux bureaux exécutifs de six de ces centres la possibilité d'étoffer leurs compétences comptables, informatiques... Elle forme ces leaders pour que leur centre soit en mesure de se lancer, seul, dans tel ou tel projet d'envergure.





Enfants ou adolescents égyptiens, handicapés physiques ou mentaux auxquels les parents ne peuvent offrir de soins spécialisés, privés d'école, ils sont mis sur la touche par la société.

Les parents rejettent souvent leurs enfants handicapés. Le projet porté dans la région du Nord Delta, au nord-est du Caire, par une association spécialisée liée à Caritas Égypte, a pour ambition d'aider les parents à relever un beau défi : accepter leurs enfants, en prendre soin et devenir autonomes en tant que famille.

Il a pour but, plus largement, de les associer étroitement à la création d'un centre de soins et de les former pour qu'à terme ils le gèrent et l'animent eux-mêmes, appuyés par des bénévoles compétents. Quelques centres de ce type vont ouvrir leurs portes à 120 enfants chacun. Au programme, un suivi individuel et collectif (physiothérapie, apprentissage de la parole), des activités sociales (cuisine, jardinage), des loisirs (sorties, camps d'été), des ateliers sur mesure pour tenter de mettre le pied à l'étrier professionnel des plus âgés.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 90 500 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 80 000 €

Caritas Irak a lancé ce programme en 2002 en pleine urgence humanitaire et l'a récemment enrichi. Il s'attaque à la malnutrition des enfants et au faible taux d'allaitement maternel. Il vise aussi à favoriser la construction de la paix et la coexistence pacifique entre les communautés (chiites, sunnites, chrétiens...).

Ce programme comporte plusieurs volets :

- renforcement du rôle des femmes : diffusion d'informations pratiques, formation professionnelle, cela afin de développer leurs compétences et leur autonomie ;
- bien-être et santé des mères enceintes ou qui allaitent et de leurs enfants en bas-âge : lutte contre la malnutrition, formations sanitaires :
- accompagnement des familles les plus démunies sans distinction communautaire : prise en charge sur les plans alimentaire, sanitaire et social;
- progrès du dialogue interreligieux et interculturel : organisation d'activités regroupant différentes communautés.





Les trois quarts du territoire de la République islamique de Mauritanie (2,7 millions de personnes) sont désertiques et 42% des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu inférieur à 1 dollar par jour. Parmi ceux-là, les Mauritaniens les plus démunis sont des ruraux.

Cependant, près d'un habitant sur trois vit désormais dans les quartiers périurbains de Nouakchott, à l'exemple de Dar Naïm, l'une des communes les plus pauvres de la communauté urbaine de la capitale. Caritas Mauritanie suit pas à pas depuis 2001 les coopératives de femmes des quartiers périphériques de Nouakchott, Sebkha et El Mina.

Son soutien dans la durée a permis l'émergence de coopératives structurées menées par des leaders motivés : ces groupes organisés de Mauritaniennes ont pour objectif de mettre en œuvre des activités pérennes et rentables facilitant, à terme, leur décollage économique et le retrait de Caritas.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 30 300 €





Nos priorités géographiques :

- >Sud-est de l'Europe et Balkans
- >Caucase
- >Asie centrale

Nos priorités thématiques :

- > Développement de la société civile / paix
- > Lutte contre la traite des êtres humains
- >Justice / droits des détenus alternatives à la prison
- > Lutte contre les discriminations inclusion des minorités - Roms
- > Migrations

Dans le sillage d'une année 2013 notamment marquée par le contrôle massif des associations en Russie, le Secours Catholique - Caritas France soutient le renforcement de la société civile, souvent faible et mal perçue, dans sa tâche de sensibilisation des sociétés et des autorités aux nombreuses formes de vulnérabilité visibles dans la région.

La paix, en particulier dans les Balkans et au Caucase, reste fragile, et les tensions interethniques demeurent en Europe et Asie centrale. Les droits de l'homme y sont bafoués, y compris les droits les plus élémentaires, anéantis par le fléau de la traite des êtres humains. Des pans entiers de la population subissent la pauvreté, l'exclusion sociale et les discriminations. Cela touche en particulier les minorités, les personnes souffrant de troubles mentaux, les sans-abri, et bien d'autres encore, tous au cœur des projets soutenus par le Secours Catholique – Caritas France.



La France compte environ 15 000 Roms migrants, la plupart originaires de Roumanie. Sur la métropole lilloise, 1 200 d'entre eux vivent dans une extrême précarité sur des terrains ou dans des centres d'hébergement et de réinsertion sociale. Beaucoup viennent de la région roumaine du Maramures, zone du principal partenaire roumain du projet.

D'une part, le projet donne la possibilité aux acteurs de solidarité français et roumains de partager leurs expériences et leurs pratiques en matière d'insertion socioéconomique des Roms roumains, à la fois en France et en Roumanie. D'autre part, le projet permettra la création en Roumanie d'une plateforme inter-associative et interinstitutionnelle qui donnera accès à un accompagnement social aux familles très démunies du village de Coroieni.

Ce projet d'insertion est important pour le Secours Catholique – Caritas France : au niveau local, pour les délégations impliquées dans ces deux objectifs, au niveau national, pour engager un travail entre délégations sur la question de l'accueil des Roms (notamment les Roumains) en France. En lien avec cette initiative, une brochure a été rédigée par le Secours Catholique -Caritas France, la Fnars..., pour sensibiliser sur les préjugés et les discriminations dont cette population souffre.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France: 74 000 €



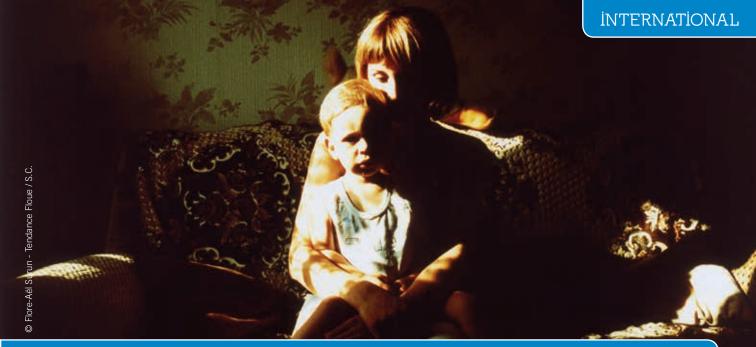


Engagement du Secours Catholique -Caritas France 59 580 €

La Fondation d'entreprise Hermès a soutenu le projet : en 2012 : 25 000 €

La culture, déclic pour l'insertion des jeunes. Caritas Géorgie gère des centres artistiques ouverts aux 8-17 ans. En encourageant la transmission de techniques ancestrales, elle veut les former et augmenter leurs chances de trouver un emploi.

À Tbilissi, la capitale, le travail est mené en priorité avec des enfants vivant sous le seuil de pauvreté et dans des familles en grandes difficultés : parents malades, seuls, dépendants, personnes détenues, enfants battus... Un suivi psychologique, individuel et en groupe, est assuré. Depuis l'ouverture d'un centre, 600 jeunes ont bénéficié de trois ans de formation dans ses différents départements : danse, poterie, gravure sur bois et sur métal, émail cloisonné, tissage, iconographie... La moitié des jeunes trouve ainsi un emploi ou crée une petite entreprise, un tiers intègre une institution artistique de l'enseignement supérieur ou poursuit une autre formation. Des enfants de la troupe de danse ont participé au festival de l'engagement solidaire à Strasbourg – organisé par le Secours Catholique – Caritas France en décembre 2011 – et sont intervenus au Parlement européen et au Conseil de l'Europe, partageant ainsi leur vision de la pauvreté et leurs engagements pour la combattre.



PROGRAMME RÉGIONAL CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

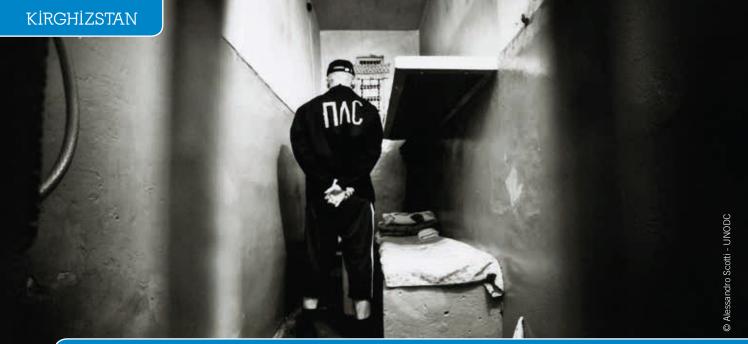
La traite des êtres humains est l'activité illégale qui rapporte le plus dans le monde, après les trafics d'armes et de drogue. Pour la combattre efficacement, la collaboration d'une diversité d'acteurs aux niveaux national et international s'impose.

Les Caritas d'Albanie, de Roumanie, de Bosnie-Herzégovine, de Bulgarie, de Turquie, d'Arménie, d'Ukraine, du Kosovo et du Liban sont engagées à l'échelle nationale contre la traite des êtres humains. Ce programme vise à faire évoluer les réponses apportées au phénomène et à mobiliser les acteurs de la société civile contre la progression d'un fléau qui viole les droits fondamentaux des victimes

Les actions du collectif Ensemble contre la traite des êtres humains, coordonnées en France par le Secours Catholique - Caritas France, dans le monde par le réseau COATNET (Chrétiens contre la traite) dont l'association est membre, s'enrichissent de cette expérience internationale. Elle a valu au Secours Catholique – Caritas France d'être nommé par la Commission européenne membre de la Plateforme de la société civile contre la traite des êtres humains.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France: 115 000 €





PRISONS : DROITS DES MINEURS ET DES CONDAMNÉS À PERPÉTUITÉ

Engagement du Secours Catholique – Caritas France 196 002 € Les prisons kirghizes souffrent de nombreux maux : surpopulation, conditions sanitaires déplorables, soins médicaux insuffisants, activités professionnelles inexistantes, violence, visites familiales réduites. En outre, malgré une lente amélioration, la prise en charge des mineurs reste un des principaux défis à relever pour la société civile kirghize.

Depuis 2005, la collaboration dynamique établie entre le Secours Catholique – Caritas France et l'association Human Rights Movement : Bir Duino Kyrgyzstan a impulsé une véritable réflexion sur le système carcéral kirghize. L'association, visitant les prisons une à deux fois par mois, a développé une solide expertise.

À côté des permanences juridique et médicale, des liens organisés avec les familles de détenus condamnés à perpétuité, s'ajoute désormais une politique en faveur des mineurs. Des juges et du personnel pénitentiaire sont formés, des visites de centres pour mineurs et un travail de plaidoyer réalisés. Les échanges entre professionnels de la justice kirghize et française favorisent les réflexions pour bâtir un plaidoyer national et international.





SOUTIEN À DES PERSONNES SOUFFRANT DE TROUBLES MENTAUX

Au Kirghizstan, en Asie centrale, peu d'alternatives existent pour les personnes atteintes de troubles mentaux, placées en institutions fermées ou prises en charge par leurs familles, sans appui. Informations, accès au dossier médical, soins adaptés et personnel qualifié font défaut.

Depuis 2006, le Secours Catholique – Caritas France soutient, à Bichkek, la capitale, le centre d'accueil de jour, Développement d'alternatives, première association kirghize à promouvoir des modes alternatifs d'accompagnement social, juridique et psychologique. L'aide aux acteurs du projet et à leurs familles englobe des ateliers de formation et d'insertion socioprofessionnelle, d'art-thérapie, des groupes de discussion et d'entraide. Des initiatives de plaidoyer institutionnel et de sensibilisation de l'opinion publique, effectuées à partir des témoignages des personnes accompagnées, complètent ce projet qui cherche à faire reconnaître leurs droits et à lutter contre la stigmatisation dont elles sont l'objet.

Le Secours Catholique – Caritas France promeut les échanges d'expériences entre pays afin de réfléchir aux pratiques mises en œuvre par chaque partenaire, renforcer les compétences et construire de nouveaux plaidoyers institutionnels. Ainsi, en 2013, Développement d'alternatives et Caritas Kosovo ont visité en Turquie un projet de la Caritas nationale sur l'autisme.

Engagement du Secours Catholique – Caritas France : 194 007 €





Engagement du Secours Catholique -Caritas France 172 668 €

Le Kosovo est toujours le théâtre de tensions interethniques, notamment au nord. Les jeunes (33% des habitants ont moins de 14 ans) en souffrent particulièrement. Depuis 1999, Caritas Kosovo s'appuie sur eux pour tenter de mettre la réconciliation et la paix sur les rails.

À Mitrovica, la région la plus soumise aux tensions interethniques (la ville est divisée entre les Serbes au nord et les Albanais au sud), Caritas Kosovo encourage, en lien avec le Secours Catholique – Caritas France, l'intégration sociale des différentes communautés. Elle y développe des activités pédagogiques et culturelles auprès des jeunes et y lutte avec eux pour la construction d'une paix durable et pour la cohésion sociale.

Caritas favorise, par exemple, l'alphabétisation des adultes issus des communautés roms, ashkalis et égyptiennes de Roma Mahala (un quartier surtout habité par ces communautés), leur permettant d'obtenir un diplôme. Dans le même temps, son action réduit les inégalités sociales locales.





Le système pénal et pénitentiaire russe tente depuis des années de se rapprocher des

standards européens, notamment en matière de justice des mineurs. Mais les fortes résistances au changement et les méthodes répressives toujours en vigueur favorisent la récidive et empêchent leur réinsertion. En outre, aucune véritable alternative éducative n'existe pour les jeunes et leur famille.

Pour pousser à l'établissement d'une justice adaptée aux mineurs, Uventa, partenaire du Secours Catholique – Caritas France, agit avec les acteurs publics et le personnel pénitentiaire de la région d'Irkoutsk, en Sibérie orientale (à proximité de la Mongolie) :

- resocialisation des mineurs :
- préparation à leur sortie de prison :
- accompagnement des jeunes condamnés à d'autres peines que la détention ;
- mise en place de mécanismes de coordination des acteurs.

Face aux bons résultats obtenus, les autorités de régions voisines ont demandé à Uventa d'adapter le projet à leur territoire. Les collaborations actuelles entre institutions françaises et russes (juges, éducateurs et directeurs de la Protection judiciaire de la jeunesse, directeurs de lieux de détention pour mineurs, contrôleur général des lieux de privation de liberté) suscitent des débats et des échanges de bonnes pratiques.

Engagement du Secours Catholique -Caritas France: 199 090 €





Engagement du Secours Catholique – Caritas France 211 657 € Depuis vingt-cinq ans, la pauvreté, les escroqueries immobilières, les ruptures familiales ou les sorties de prison non préparées ont jeté de nombreuses personnes à la rue : 4,5 millions en Russie, dont 1 million pour la seule ville de Moscou (soit 11% des 12 millions de Moscovites). Les politiques sociales nationales sont défaillantes devant l'ampleur du problème.

Caritas Moscou et Caritas Saratov, au sud-est de la capitale, ont décidé de conjuguer leurs efforts et de bâtir des activités communes pour accueillir et soutenir des personnes sans-abri. Elles veulent créer un réseau associatif pour porter des démarches de communication, de sensibilisation, de formation et de plaidoyer.

Depuis 2009, les deux partenaires, appuyés par le Secours Catholique – Caritas France, s'efforcent de mettre sur pied un programme d'accompagnement très large : travail de rue, accueils de jour, centres d'hébergement et de réinsertion, groupes d'appui par la création artistique, soutien socio-psychologique... Des échanges d'expériences ont eu lieu entre les mairies de Paris et de Moscou ainsi qu'entre les Caritas Russie et le Secours Catholique – Caritas France.



















LE SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE ET LE RÉSEAU MONDIAL CARITAS

Dans l'Hexagone, le Secours Catholique – Caritas France accompagne au quotidien les plus démunis et agit sur les causes de la pauvreté. Il est membre du premier réseau de solidarité internationale, Caritas Internationalis, qui compte 165 Caritas nationales. A l'étranger, nos actions sont toujours développées en lien étroit et à la demande des Caritas et partenaires d'Église locaux, eux-mêmes au contact des victimes des catastrophes naturelles, des conflits armés, des crises politiques ou sociales...



BESOINS ESSENTIELS: EAU, SANTÉ, ÉDUCATION

En 2000, la communauté internationale se fixait un agenda «développement» pour les quinze prochaines années, dont l'ambition était l'éradication de la pauvreté d'ici 2015. Si des progrès ont été constatés, celle-ci reste toujours trop élevée dans le monde. Accompagner nos partenaires dans leurs efforts de lutte contre la pauvreté reste donc la priorité du Secours Catholique -Caritas France.

Ces efforts cherchent d'abord à répondre à des besoins de première nécessité (eau, santé, éducation), ensuite à garantir dans la durée une amélioration des conditions de vie des populations pauvres. La création de centres de santé pour enfants handicapés en Égypte, l'accès à l'eau en Éthiopie, l'éducation des enfants issus des minorités au Bangladesh sont quelques exemples des projets que nous soutenons. À travers ceux-ci, nous cherchons à promouvoir un modèle de développement répondant aux besoins essentiels de l'être humain.



Qu'ils soient migrants en transit au Mexique, migrants sans-papiers en Algérie, réfugiés ou immigrés originaires d'une trentaine de pays à Dakar, au Sénégal, réfugiés birmans contraints à s'installer dans des camps au Myanmar, mineurs en situation de délinquance en Russie ou femmes et enfants victimes du trafic des êtres humains au sud-est de l'Europe, ils souffrent tous d'un manque cruel d'accès aux droits : le premier d'entre eux est le droit à la dignité humaine. Difficultés économiques et matérielles, perte des libertés fondamentales, souffrances physiques et morales, ils cumulent des handicaps et subissent l'indifférence voire une certaine hostilité des populations environnantes.

Le Secours Catholique – Caritas France leur apporte assistance, réconfort et écoute, en sensibilisant l'opinion publique sur leurs parcours de vie et en menant des actions de plaidoyer auprès des autorités afin de faire connaître et respecter leurs droits.



SÉCURITE ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

En 2012, on estimait à 870 millions le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde : parmi elles, 852 millions vivent dans des pays en voie de développement, surtout en Afrique subsaharienne et au sud de l'Asie. Comment expliquer cela? D'une part, les paysans, confrontés aux aléas climatiques, à l'épuisement des sols, aux troubles politiques, au manque d'infrastructures, à la fluctuation des prix sur les marchés internationaux... ne produisent pas assez pour nourrir leur famille et fournir les marchés locaux. D'autre part, les citadins les plus pauvres ne peuvent accéder aux marchés en raison du niveau élevé des prix et, cela, alors que les denrées sont disponibles! Le Secours Catholique – Caritas France appuie ses partenaires pour augmenter et diversifier la production, améliorer les techniques de conservation, la commercialisation des produits, l'organisation du monde paysan... C'est le cas du Centre de recherche et de promotion des paysans (CIPCA) en Bolivie où 990 familles renforcent la production agro-écologique, de Caritas en Mongolie qui installe des serres et des celliers dans un contexte climatique difficile.



RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'étendue des phénomènes d'exclusion, de pauvreté et d'atteinte aux droits de l'homme requiert une intervention efficace et durable des acteurs de la société civile, autonomes, organisés et capables d'être force de propositions dans la sphère publique. Pour cela, le Secours Catholique – Caritas France privilégie des démarches collectives, qui s'appuient sur le regroupement de personnes vivant des problèmes similaires, un appui à l'analyse de leurs besoins et de leurs ressources et des formations pertinentes dans les domaines identifiés.

Au Pérou, le partenaire du Secours Catholique - Caritas France initie des actions visant à mobiliser le mouvement indigène amazonien sur les enjeux d'accès à la terre et aux ressources naturelles. En République démocratique du Congo, la commission catholique Justice et Paix mobilise les citoyens dans la décentralisation en cours, prône le civisme fiscal contre la corruption, et vulgarise la Constitution.

SOMMAİRE THÉMATİQUE

BESOINS ESSENTIELS

Burundi Améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement	11
Cameroun Mettre en place un réseau d'action sociale et sanitaire	12
Congo-Kinshasa (RDC) Améliorer l'accès des habitants à la santé	15
Éthiopie Accès à l'eau et développement agricole	19
Madagascar 175 jeunes formés à un métier à Antananarivo	20
Mali Réinsérer les enfants des rues de Bamako	22
Togo et Côte d'Ivoire Des orphelins du Sida renouent avec leur histoire	28
Bangladesh L'accès à l'éducation pour les enfants défavorisés	40
Cambodge Sensibilisation sur la santé mentale et la nutrition dans les villages	42
Inde Développement communautaire du bidonville de Bawana	43
Myanmar (Birmanie) Aide d'urgence aux populations déplacées dans l'État de Kachin	46
Égypte Des parents animent des centres de soins pour enfants handicapés	51
Géorgie Un centre artistique favorise l'emploi des jeunes à Tbilissi	56
DROITS HUMAINS	
Burkina Faso Promouvoir l'accès à la justice des ruraux	10
Congo-Kinshasa (RDC) Soutenir les femmes victimes de violences sexuelles	14
Sénégal Accueillir les réfugiés et immigrés de Dakar	24
Colombie Appui à la paix, défense des droits de l'homme et de la démocratie	33
Mexique Plaider pour les droits des migrants et renforcer les maisons d'accueil	34
Pérou Participation citoyenne renforcée des communautés indigènes	36
Inde Le combat des «opprimés» pour retrouver leur dignité	44
Algérie Accompagnement de migrants et promotion de leurs droits	49
Europe L'insertion en Roumanie et en France des roms migrants	55
International (Europe) Programme régional contre la traite des êtres humains	57
Kirghizstan Prisons : droits des mineurs et des condamnés à perpétuité	58
Kirghizstan Soutien à des personnes souffrant de troubles mentaux	59
Russie Une justice innovante adaptée aux mineurs délinquants	61
Russie Sans-abri : les Caritas Moscou et Saratov se mobilisent	62

17

48

50

52

53

60

SÉCURITE ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Côte d'Ivoire Relancer la production agricole dans les «18 montagnes»

Bénin Former les actrices du développement local

Algérie Promotion féminine

Égypte Rôle renforcé de la femme près d'Alexandrie

Irak Appui nutritionnel et sanitaire aux enfants et aux mères

Kosovo Des jeunes de Mitrovica mettent la paix sur les rails

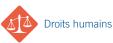
Mauritanie Soutien à des coopératives de femmes près de Nouakchott

Ethiopie De meilleures conditions de vie pour 28 000 personnes	18
Madagascar Former et soutenir l'installation des agriculteurs migrants	21
Sénégal Promouvoir une économie rurale durable	25
chad Assurer la sécurité alimentaire et protéger l'environnement	26
Togo Générer de nouveaux revenus en luttant contre la désertification	27
Pérou Une meilleure sécurité alimentaire pour des familles de Pomacancha	35
Pérou Améliorer la production et préserver l'environnement à Cajamarca	37
Bangladesh Développement et intégration des communautés rakhaines	39
Cambodge Des milliers de familles organisent ensemble leur survie	41
Mongolie L'innovation agricole pour nourrir 1 000 personnes	45
RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	
Congo-Brazzaville Des revenus du pétrole pour les pauvres	13
Congo-Kinshasa (RDC) L'engagement citoyen de l'Église catholique	16
Rwanda Former des «référents réconciliation»	23
Bolivie Développement durable en Amazonie	30
Bolivie Fonds de soutien à de petits projets de développement	31
Bolivie Formation de dirigeants et renforcement d'organisations indigènes	32

THÈMES



Besoins essentiels







Pays avec projets phares

Autres pays partenaires du Secours Catholique

AFRIQUE 20 projets / 14 pays



Burundi, Cameroun, Éthiopie, Madagascar, Mali, Togo, Côte d'Ivoire





Burkina Faso, Congo-Kinshasa, Sénégal



Congo-Brazzaville, Congo-Kinshasa, Rwanda

AMÉRIQUE LATINE & CARAÏBES 8 projets / 4 pays



Pérou



Colombie, Mexique, Pérou



Bolivie

ASIE 8 projets / 5 pays



Bangladesh, Cambodge, Mongolie



Inde



Bangladesh, Cambodge, Inde, Myanmar

MOYEN-ORIENT / AFRIQUE DU NORD 6 projets / 5 pays



Algérie, Égypte, Irak, Mauritanie



Algérie, Liban



Égypte

EUROPE / ASIE CENTRALE 8 projets / 12 pays

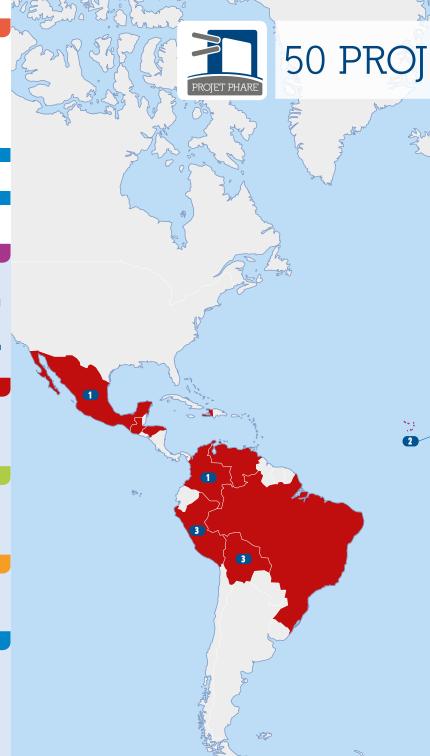


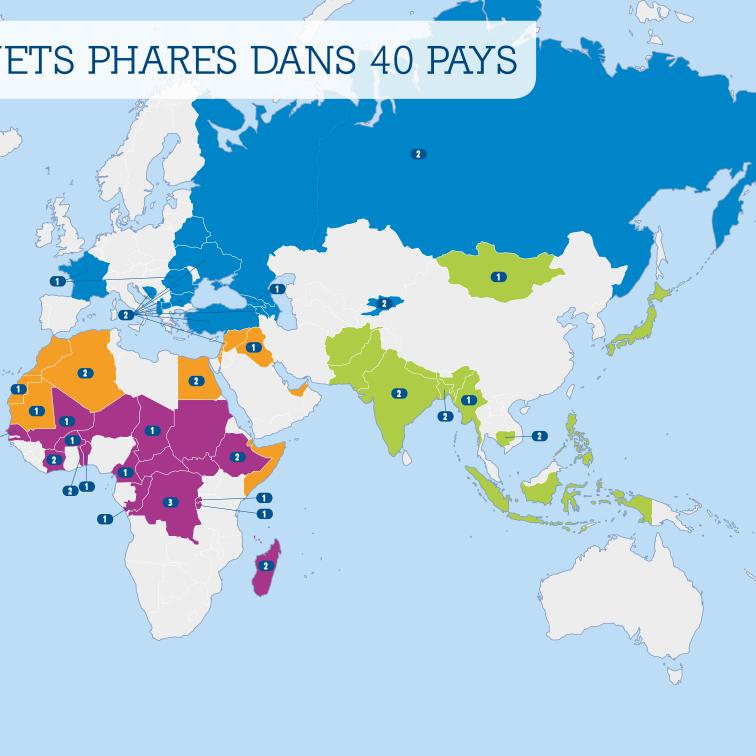
France, Roumanie, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Turquie, Arménie, Ukraine, Kosovo, Kirghizstan (2), Russie (2)



Kosovo











Siège national 106 rue du Bac 75341 Paris Cedex 07

Tél.: 01 45 49 73 00 Fax: 01 45 49 94 50

www.secours-catholique.org

Votre délégation